

Quel modèle Républicain ?

Par Martin Hirsch, président de l'agence du service civique

Il n'y a qu'une seule manière fiable de prédire l'avenir : c'est de l'infléchir.

Quand on pose à des jeunes les deux questions suivantes : « considérez vous les autres comme une menace ou une opportunité ? » ; « Etes vous d'accord avec l'idée qu'on ne se sent plus chez nous ici ? », ils sont aujourd'hui une majorité à voir les autres comme une menace et à se retrouver dans cette assertion de perte d'identité. C'est la mauvaise nouvelle. Mais quand on interroge dans les mêmes termes 1000 jeunes ayant accompli leur service civique, on obtient des réponses inverses. C'est l'espoir de pouvoir modeler l'avenir autour de valeurs républicaines que nourrit le service civique. La société de 2023 et de 2033 se portera mieux si une grande part de chaque classe d'âge se voit offrir la possibilité d'effectuer un service civique volontaire : d'ores et déjà, on constate que la question qui a agité la société d'il y a quelques années (faut-il rendre obligatoire le service civique ?) est devenue caduque, face à l'afflux de candidatures, au profit d'une autre question « La société peut-elle s'obliger à ne jamais refuser un jeune qui veut s'engager ? ». Faire de l'engagement une partie intégrante d'une citoyenneté accomplie est le premier enjeu pour renforcer le modèle républicain. Et si obligation il doit y avoir, c'est peut-être sur le vote qu'elle doit porter.

Un modèle républicain ne fonctionne pas s'il remplace la cohésion sociale par sa fragmentation. Aujourd'hui, il existe une bombe à fragmentation sociale : les effets de seuil qui font qu'à un euro près on ne bénéficie plus de la couverture maladie universelle, d'une prestation ou d'un tarif social. Ces effets de seuil provoquent le dépassement du seuil d'intolérance qui ronge le modèle républicain. Il faut donc repenser nos politiques sociales comme progressistes parce que progressives.

Consolider le modèle républicain, c'est identifier et affronter ce qui le menace. Une grande partie de nos concitoyens place l'islam au premier rang des menaces. Est-ce dans l'islam ou dans l'islamophobie que réside le plus fort risque pour le modèle républicain ? Il nous faudra affirmer qu'il n'y a aucune religion, plus qu'une autre, qui peut constituer une menace pour une République qui se respecte, tandis que tout intégrisme, d'où qu'il vienne, est incompatible avec la République. L'intégration, c'est avant tout la lutte contre l'intégrisme ou les intégrismes, ce qui impose à la fois de ne pas laisser prospérer une vision déformée de la laïcité, manière déguisée de renvoyer les musulmans à leur prétendue différence irréductible, et de ne tolérer aucune interprétation littérale de la religion qui pourrait la placer au dessus des lois de la République.

Faire adhérer aux valeurs de la République nécessite de veiller à l'intégrité de ceux qui la servent. Le doute, dans ce domaine, est délétère. Il se nourrit des « affaires » et nourrit un populisme qui peut être fatal à la République.

.../..

Enfin, s'interroger sur notre modèle républicain dans dix ans, c'est mettre sur la table l'idée de République européenne. Comment une Nation républicaine peut-elle partager sa souveraineté avec une entité qui ne serait pas elle-même une République ? Ce sont les traités qui nous lient aux autres nations d'Europe, qui nous interdisent de revenir sur l'abolition de la peine de mort ou une certaine conception des droits de l'homme. L'Europe aujourd'hui est davantage une sauvegarde qu'une menace pour notre conception des valeurs de la République. Pour qu'elle le soit intégralement, il nous reste à construire le modèle républicain européen.

Quel modèle Républicain ? Une République Intègre, Intégrée, Intégrante, Intégrale, refusant les intégrismes.